

SOMMAIRE DE LA LETTRE ECO N°214

Le Coin des Épargnants

- Le tableau économique et financier
- En attendant les choses sérieuses
- Le taux d'épargne des ménages européens reste stable

C'est déjà hier

- Une fin d'année encourageante
- L'inflation frappe-t-elle à la porte de l'Europe ?
- Chômage, la France juste en dessous de la moyenne
- L'Union européenne est encore riche

Le Coin de la Conjoncture

- La croissance mondiale bute sous la barre des 3 %
- Les banques à la recherche d'un nouveau modèle
- La recherche publique à la croisée des chemins

Le Coin des Tendances

- Le digital est-il l'ennemi de l'emploi ?
- Le travail indépendant, voulu ou subi

Le Coin du Graphique

- Quand le bien-être l'emporte

Le Coin de l'agenda économique et financier

Le Coin des statistiques

LE COIN DES ÉPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 13 janvier 2017	Évolution sur 5 jours	Résultats 31 décembre 2016
CAC 40	4 922,49	+0,26 %	4 862,31
Dow Jones	19 885,73	-0,39 %	19 762,60
Nasdaq	5 574,12	+0,96 %	5 383,12
Dax Allemand	11 629,18	+0,26 %	11 481,06
Footsie	7 337,81	+1,77 %	7 142,83
Euro Stoxx 50	3 324,34	+0,10 %	3 290,52
Nikkei	19 287,28	+0,69 %	19 114,37
Taux de l'OAT France à 10 ans (21 heures)	0,805 %	-0,038 pt	0,687 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (21 heures)	0,339 %	+0,038 pt	0,208 %
Taux du Trésor US à 10 ans (21 heures)	2,394 %	-0,031 pt	2,454 %
Cours de l'euro / dollars (21 heures)	1,0642	+1,05 %	1,0540
Cours de l'once d'or en dollars (21 heures)	1 197,980	+2,19 %	1 154,570
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (21 heures)	55,600	-2,17 %	56,620

En attendant les choses sérieuses

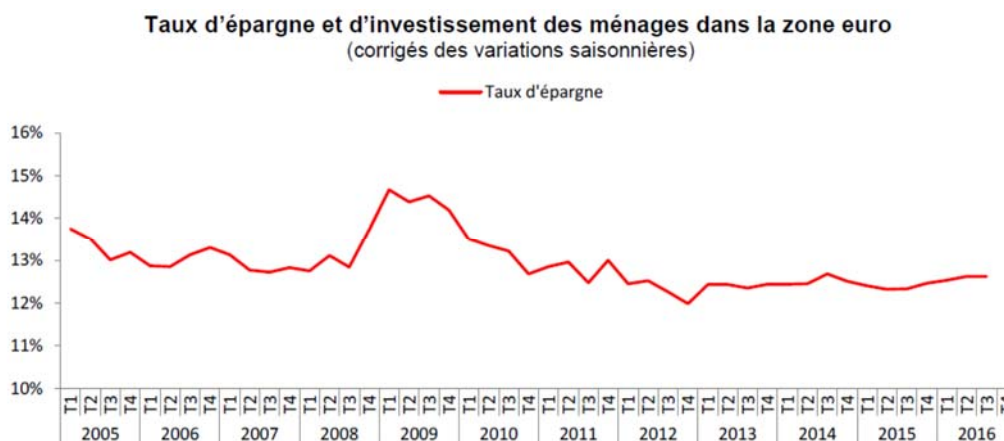
Cette semaine, les places financières européennes ont connu une petite progression en attendant tout à la fois la réunion de la BCE (le jeudi 19 janvier) et l'investiture de

Donald Trump (le 20 janvier). Paris a profité de l'augmentation des cours des banques et a surmonté la baisse du cours Renault qui pourrait l'objet d'une enquête judiciaire sur une éventuelle fraude sur les performances des moteurs diesel. Sur la semaine, la CAC 40 a gagné 0,26 %, en progrès pour la sixième semaine d'affilée.

Le Dow Jones a légèrement reculé quand le Nasdaq a enregistré une nouvelle hausse. La baisse des cours du pétrole a légèrement pesé sur l'indice phare de New York. Par ailleurs, le début des publications des résultats des entreprises incite les investisseurs à la prudence.

Le taux d'épargne des ménages de la zone euro stable

Au troisième trimestre 2016, selon Eurostat, le taux d'épargne des ménages s'est établi dans la zone euro à 12,6 %, stable par rapport au deuxième trimestre 2016. Le taux d'investissement des ménages a quant à lui été de 8,5 % au troisième trimestre 2016 dans la zone euro, contre 8,6 % au trimestre précédent.



C'EST DÉJÀ HIER

2016 s'est bien terminée

La croissance s'est arrêtée au deuxième et au troisième trimestres en raison de l'arrêt de la baisse du prix du pétrole et du ralentissement économique des pays émergents, ainsi que des résultats en demi-teinte des États-Unis. Avec la publication des premières données, le quatrième trimestre serait marqué par un léger regain d'activité.

Après le bon résultat de la consommation en novembre c'est au tour de l'industrie d'enregistrer un rebond durant ce même mois. Ces deux bons résultats permettent d'espérer une croissance de 0,3 à 0,4 % pour le quatrième trimestre.

De bonnes perspectives pour la zone euro

Le PIB de la zone euro aurait augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre 2016. La croissance devrait se maintenir à ce rythme au cours du premier semestre. Jusqu'à présent, l'économie de la zone euro a résisté aux incertitudes politiques élevées résultant des référendums au Royaume-Uni et en Italie. Après un ralentissement au deuxième trimestre 2016 (+0,3 % après +0,5 % au premier trimestre), le PIB de la zone euro a continué d'augmenter modérément au troisième trimestre (+0,3 %). Au quatrième trimestre 2016, la production industrielle aurait continué de croître, quoiqu'un peu plus faiblement qu'au trimestre précédent (+0,3 %). La consommation privée aurait connu une légère accélération au quatrième trimestre 2016 (+0,4 %)

L'activité économique serait soutenue par une croissance solide de la consommation privée et des dépenses publiques. Si l'inflation réduit le pouvoir d'achat des ménages, ce dernier sera favorisé par l'amélioration du marché du travail et par l'augmentation des salaires nominaux.

Ces derniers mois, plusieurs facteurs contribuent à la progression de la croissance. Plusieurs pays majeurs comme le Japon, la Chine ou l'Inde ont mis en œuvre des plans de relance. La croissance semble s'accélérer aux États-Unis. La Russie et le Brésil qui, depuis deux ans, étaient en récession, renouent progressivement avec la croissance. De ce fait, le commerce extérieur devrait augmenter, ce qui devrait profiter aux pays membres de l'Union européenne.

L'Allemagne frôle la barre des 2 % de croissance

Selon les premières estimations, la croissance aurait atteint 1,9 % conformément aux prévisions des analystes. C'est le meilleur résultat de l'économie allemande depuis 2011. Après une petite pause au milieu de l'année, la croissance s'est accélérée en fin d'année, soutenue par les commandes industrielles. L'Allemagne a également bénéficié d'une forte progression de ses exportations, soit +5,6 % en novembre 2016 par rapport à novembre 2015. Dans le même temps, les importations ont progressé de 4,5 % permettant au pays de dégager un important excédent de sa balance commerciale.

La France suit le mouvement

Le taux de croissance de la France pourrait avoir été, au 4^{ème} trimestre de 0,4 % portant celui de l'ensemble de l'année 2016 à 1,4 %.

En novembre 2016, les dépenses de consommation des ménages ont progressé de +0,4 % après +0,8 % en octobre. De son côté, la production de l'ensemble de l'industrie a été en hausse de 2,2 %. (2,3 % pour l'industrie manufacturière). Cette augmentation fait plus que compenser la contraction de la production de 0,1 % enregistrée au mois d'octobre.

Au cours des trois derniers mois, la production augmente dans l'industrie manufacturière (+0,6 %), ainsi que dans l'ensemble de l'industrie (+0,7 %). Sur un an, la production manufacturière s'inscrit, en revanche, en baisse de 0,3 %. Elle décroît également dans l'ensemble de l'industrie (-0,4 %). Sur cette période, la production recule nettement dans les biens d'équipement (-2,1 %) et dans les industries agroalimentaires (-1,4 %), et plus modérément dans les industries extractives, énergie, eau (-0,8 %). Elle est quasi stable dans les « autres industries » (-0,1 %). En revanche, elle augmente nettement dans les matériels de transport (+2,4 %) et, dans une moindre mesure, dans la cokéfaction et raffinage (+1,0 %).

L'inflation frappe-t-elle à la porte de l'Europe ?

Depuis des mois, la Banque Centrale appelle de ses vœux le retour de l'inflation, retour qui marquerait la fin de la menace déflationniste, qui réduirait le poids de la dette publique et qui marquerait peut-être l'entrée dans un nouveau cycle de croissance.

L'inflation est de retour grâce à l'augmentation du cours du pétrole et à une amélioration du marché de l'emploi. En décembre, la hausse des prix a été de 1,7 % en Allemagne, de 1,4 % en Espagne, de 0,6 % en France et de 0,5 % en Italie. Cela contraste avec l'année 2015 qui avait été marquée, en zone euro, par une inflation nulle, certains pays connaissant même une contraction de prix comme en Italie (une première depuis 57 ans).

Pour l'ensemble de la zone euro, l'inflation de décembre est estimée à 1,1 % sur un an ce qui constitue le niveau le plus élevé de ces trois dernières années.

Certains s'inquiètent, en particulier, en Allemagne, du retour de l'inflation. Or, cette dernière reste encore très fragile. Elle est essentiellement provoquée par l'évolution des cours de l'énergie. Ces derniers, après avoir baissé de 1,1 % en zone euro en novembre, ont rebondi de 2,5 % en décembre. L'inflation sous-jacente, épurée des prix les plus volatils (énergie, alimentation, alcool et tabac), reste assez stable ; elle évolue depuis juillet dernier entre 0,8 et 0,9 % sur un an.

La dépréciation de l'euro génère également une inflation importée d'autant plus que les coûts de production sont en hausse en Chine après plusieurs années de baisse.

Sur l'ensemble de la zone euro, les salaires augmentent faiblement. Au troisième trimestre, en rythme annuel, la hausse serait de 1,4 %, ce qui constitue la plus faible augmentation de ces vingt-cinq dernières années. L'Allemagne connaît une situation un peu particulière en raison du plein emploi qui favorise l'augmentation des salaires. Dans le reste de l'Europe, une inflation par les salaires n'est pas attendue avant 2019.

Malgré tout, les pressions exercées sur la BCE, en particulier germaniques, afin qu'elle réduise ses achats d'actifs pourraient s'accroître dans les prochaines semaines.

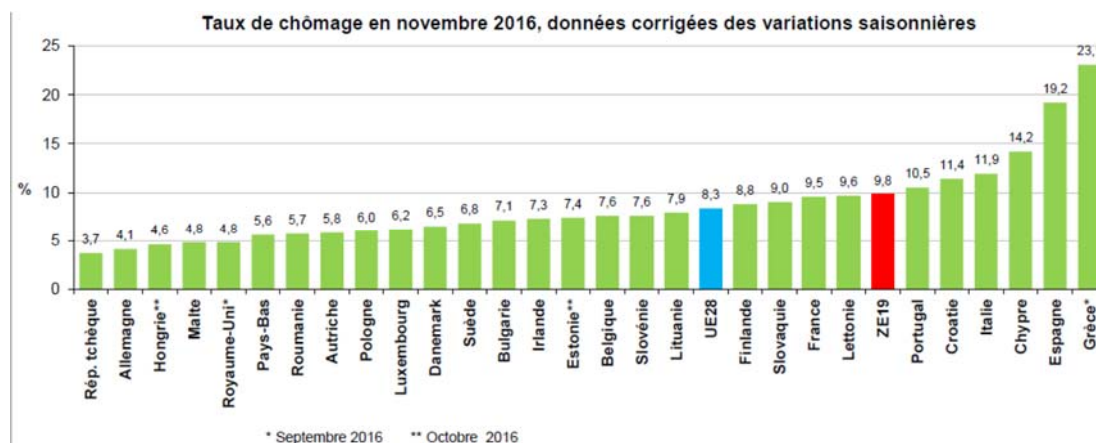
Chômage, la France juste en-dessous de la moyenne

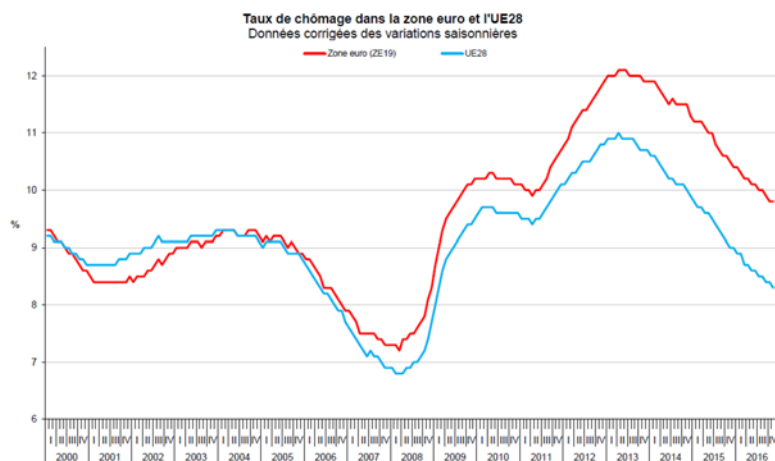
Du mois de novembre 2015 à celui de 2016, le taux de chômage en France est passé de 10,2 à 9,5 % de la population active (source Eurostat). Il est ainsi repassé en-dessous de la moyenne de la zone euro qui s'élevait à 9,8 %, son plus bas niveau depuis juillet 2009. Le taux de chômage a baissé de 0,7 point, sur un an, en France comme pour la zone euro.

Pour l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage s'est établi à 8,3 % en novembre, en baisse par rapport au taux de 8,4 % d'octobre 2016 et à celui de 9,0 % de novembre 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis février 2009.

Au mois de novembre dernier, 20,429 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage au sein de l'Union européenne dont 15,898 millions dans la zone euro.

Au sein de l'Union, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2016 ont été enregistrés en République tchèque (3,7 %) ainsi qu'en Allemagne (4,1 %). Les taux de chômage les plus hauts ont été relevés en Grèce (23,1 % en septembre 2016) et en Espagne (19,2 %). Sur un an, le taux de chômage en novembre 2016 a baissé dans vingt-quatre États membres, tandis qu'il a augmenté en Estonie, à Chypre, au Danemark et en Italie. La baisse la plus marquée a été observée en Croatie (de 15,7 % à 11,4 %). Pour information et comparaison, en novembre, le taux de chômage aux États-Unis s'est établi à 4,6 %, en baisse par rapport au taux de 4,9 % enregistré en octobre 2016 et à celui de 5,0 % de novembre 2015.





L'Union européenne est encore riche

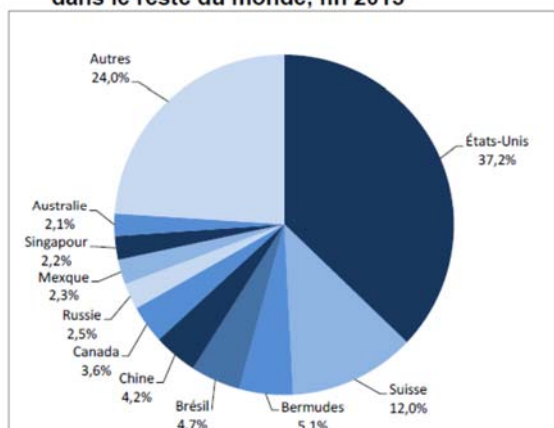
Les stocks d'investissements directs étrangers (IDE) détenus par l'Union européenne (UE) dans le reste du monde s'élevaient à 6 894 milliards d'euros à la fin de l'année 2015, en hausse de 14,9 % par rapport à fin 2014. Dans le même temps, les stocks d'investissement détenus par le reste du monde dans l'Union ont augmenté encore plus significativement pour atteindre 5 842 milliards d'euros à fin 2015 (+22,8 %). L'UE conservait toutefois une position extérieure nette d'investissements légèrement supérieure à 1 000 milliards d'euros vis-à-vis du reste du monde.

Les États-Unis, de loin le premier partenaire

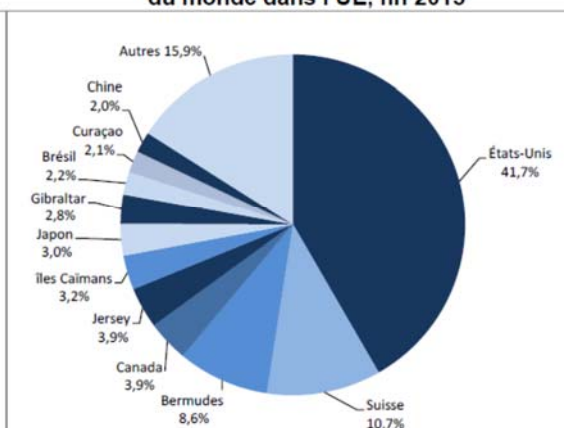
Les États-Unis concentraient, fin 2015, 37,2 % des stocks totaux d'IDE détenus par l'UE dans le reste du monde (2 561 milliards d'euros), loin devant la Suisse (829 milliards, soit 12,0 %), les Bermudes (353 milliards d'euros, soit 5,1 %), le Brésil (327 milliards d'euros, soit 4,7 %) et le Canada (249 milliards d'euros, soit 3,6 %).

Dans le sens inverse, les investisseurs directs des États-Unis ont accru leur présence dans l'UE avec un montant de stocks d'IDE de 2 436 milliards d'euros à la fin de l'année 2015 (soit 41,7 % des stocks totaux d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE). Suivaient ceux de Suisse (627 milliards d'euros, soit 10,7 %), des centres financiers offshore des Bermudes (503 milliards d'euros, soit 8,6 %) et de Jersey (227 milliards d'euros soit 3,9 %), ainsi que ceux du Canada (228 milliards d'euros, soit 3,9 %).

Part des stocks d'IDE détenus par l'UE dans le reste du monde, fin 2015



Part des stocks d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE, fin 2015



LE COIN DE LA CONJONCTURE

La croissance mondiale bute toujours sous la barre des 3 %

Selon l'édition de janvier 2017 de *Global Economic Prospects* (le rapport de la Banque mondiale sur les perspectives pour l'économie mondiale), la croissance économique mondiale devrait rester en-deçà de 3 %, en n'atteignant que 2,7 % en 2017. Ce dernier chiffre traduit une légère accélération par rapport à 2016, année durant laquelle la croissance a été évaluée à 2,3 %. Néanmoins, par rapport à la prévision publiée au mois de juin dernier, la Banque Mondiale a révisé la croissance de 0,1 point pour cette année. Pour 2018 et 2019, l'institution internationale prévoit une croissance annuelle de 2,9 %.

La croissance des économies avancées devrait légèrement progresser pour s'établir à 1,8 % en 2017 contre 1,6 % en 2016. La relance budgétaire dans les grandes économies, particulièrement aux États-Unis, pourrait provoquer une accélération de la croissance intérieure et mondiale plus forte que prévu, mais les experts de la Banque Mondiale craignent les effets délétères du protectionnisme. Pour 2018 et 2019, la croissance pourrait atteindre 1,8 % en rythme annuel. La croissance devrait se redresser aux États-Unis pour s'établir à 2,2 %, sous l'effet du rebond de l'industrie manufacturière et des investissements après une année 2016 morose. Le rapport s'intéresse à la façon dont la relance budgétaire et les autres initiatives envisagées dans ce pays pourraient avoir des retombées sur l'économie mondiale. Pour la zone euro, la croissance se tasserait à 1,5 % en 2017 contre 1,6 % de 2016. Pour 2018 et 2019, la Banque Mondiale évalue la croissance de la zone euro à 1,4 %.

Le taux de croissance du Japon resterait faible, 0,9 % en 2017 contre 1 % en 2016. Pour 2019, la Banque Mondiale ne prévoit pour ce pays que 0,4 % de croissance.

La croissance des marchés émergents et des économies en développement, pris dans leur ensemble, devrait passer de 3,4 %, en 2016, à 4,2 % cette année, sur fond de

hausse limitée des prix des produits de base. En 2018, elle pourrait atteindre 4,6 % et 4,7 %, en 2019. Le taux de la croissance chinoise continuerait à s'effriter passant de 6,7 % à 6,3 % de 2016 à 2018 quand, sur la même période, celle de l'Inde passerait de 7 à 7,8 %. Après avoir connu une contraction de son PIB de 3,4 % en 2016, la croissance au Brésil pourrait être de 0,5 % en 2017 et de 1,8 % en 2018.

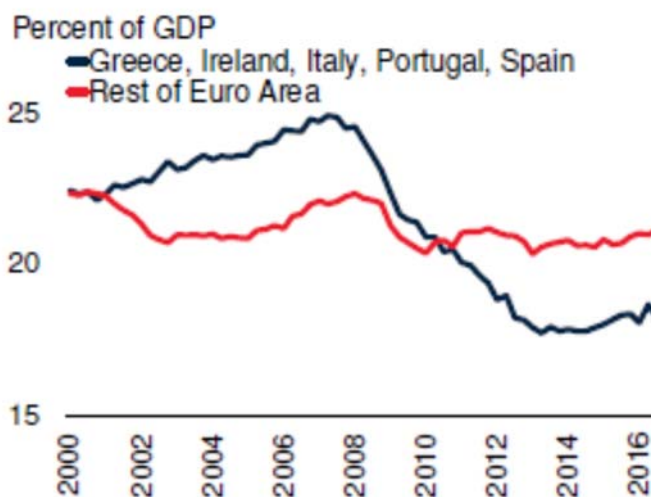
Les pays d'Afrique Sub-saharienne devraient renouer, cette année, avec la croissance qui atteindrait 2,9 % contre 1,5 % en 2016. Les pays du Moyen Orient et du Nord de l'Afrique connaîtraient également une petite embellie du fait de l'appréciation du cours du pétrole, leur taux de croissance passant de 2,7 à 3,1 % de 2016 à 2017. Par ailleurs, la Russie sortirait de récession et enregistrerait une croissance de 1,5 % (-0,6 % en 2016).

La Banque Mondiale met en avant le poids des incertitudes pesant sur l'orientation des politiques publiques dans les grandes économies. Ce climat pourrait peser sur la croissance des investissements.

Inquiétude pour l'investissement

La Banque mondiale s'inquiète des conséquences de la baisse tendancielle de l'investissement depuis la crise de 2008. Elle concerne non seulement les pays économiquement avancés mais aussi les pays émergents.

Evolution des dépenses d'investissement



Source : Banque Mondiale

Le rapport souligne plus particulièrement le tassement récent et inquiétant des investissements dans les pays émergents et les économies en développement, qui représentent un tiers du PIB mondial et rassemblent près des trois quarts de la population de la planète. La croissance des investissements a chuté, n'atteignant que 3,4 % en 2015 contre 10 % en moyenne en 2010, et s'est probablement encore

contractée d'un demi-point de pourcentage l'an passé. Cette diminution tient en partie à une correction des niveaux élevés d'avant la crise, mais est aussi due à la baisse des prix pétroliers (pour les pays exportateurs de pétrole), au recul des investissements étrangers directs (pour les importateurs de produits de base) et, d'une façon plus générale, à la charge de la dette privée et le risque politique autant d'obstacles à la croissance auxquels se heurtent les marchés émergents et les économies en développement.

Les banques à la recherche d'un nouveau modèle de croissance

La France dispose d'un des plus importants secteurs bancaire d'Europe. BNP Paribas, Crédit Agricole – LCL, Société Générale, BPCE sont classés parmi les banques systémiques par la BCE. Au-delà de ces grands groupes, le secteur bancaire comprenait, en 2014, 490 établissements de crédits, dont 402 agréés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Les 88 autres sont des succursales d'établissement de crédit de l'espace économique européen (66) ou des établissements de crédit agréés à Monaco (22). Le total de bilan cumulé de l'ensemble des établissements de crédit se monte à environ plus de 8 500 milliards d'euros ce qui représente approximativement 4 fois le montant du PIB de la France. 2 400 milliards correspondent à l'encours des crédits octroyés à la clientèle (ménages et entreprises) et 2 600 milliards à des opérations sur titres, y compris des titres de transaction acquis sur les marchés financiers dans la perspective d'une revente à brève échéance. Les grandes banques françaises représentent 10 % de la capitalisation du CAC 40. Les 3 groupes bancaires français figurant dans le CAC 40 appartiennent aux 50 plus importantes capitalisations boursières mondiales du secteur : BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale. Le taux de bancarisation est, en France de 99 % ; cela signifie que la quasi-totalité des personnes de plus de 18 ans disposent d'un compte bancaire. Le nombre de comptes atteint 71 millions de comptes courants. Par ailleurs, 150 millions de comptes à terme et sur livrets sont dénombrés.

La France compte près de 36 000 agences, ce qui la place dans les pays les mieux dotés en la matière (55 agences bancaires pour 100 000 habitants). Par ailleurs, les Français ont accès à 60 500 distributeurs de billets. En France, le secteur bancaire emploie 371 000 personnes représentant 2,3 % des salariés travaillant dans le secteur marchand. Les banques sont les premiers employeurs privés en France. Même si les effectifs sont depuis quelques années orientés à la baisse, le secteur a quand même réalisé environ 39 000 embauches en 2015 (35 000 embauches en 2014 après 24 000 en 2013 et 21 000 en 2012).

Du fait de la crise de 2008 et de celle de 2011 qui se sont traduites par l'intervention des pouvoirs publics, les banques ont été plus ou moins explicitement dans l'obligation de différer les plans d'ajustement de leurs effectifs. Elles jouent sur les départs à la retraite pour ajuster leurs effectifs.

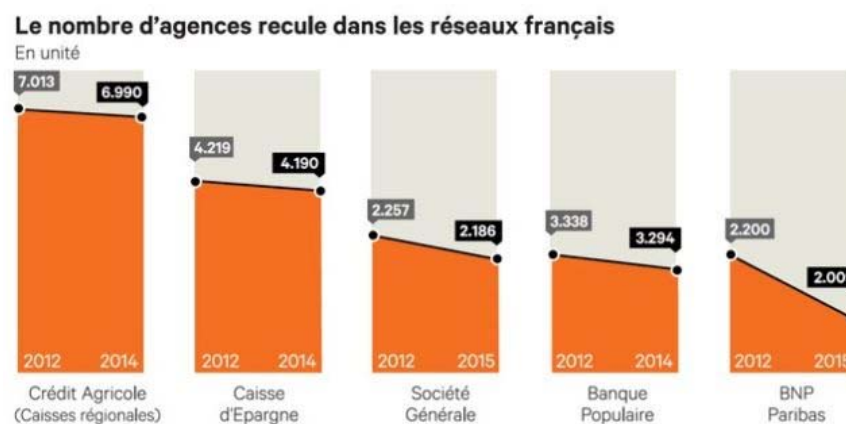
La France arrive en troisième position en Europe après l'Allemagne et le Royaume-Uni concernant le poids de son secteur bancaire.

Avec la digitalisation, le secteur bancaire doit faire face à une mutation importante. Cette digitalisation intervient en parallèle du renforcement des règles prudentielles et à la baisse des taux d'intérêt qui élimine les marges. Selon le baromètre Deloitte de la relation banques-clients, 24 % des Français ne se rendaient plus, en 2015, dans leur agence bancaire ; ce taux était de 15 % en 2005. Seulement 21 % des personnes interrogées fréquentent leurs agences plusieurs fois par mois, contre 52 % en 2010.

Selon une étude de Citi Group, le secteur bancaire devrait perdre 1,8 million d'emplois en Europe et aux États-Unis dans les 10 prochaines années.

En Europe, les banques du vieux continent emploient près de 2,9 millions de salariés. En 2025, ils ne seraient plus, selon cette même étude, que 1,82 million. En France, une agence sur deux pourrait être amenée à fermer. Le réseau de détail emploie aujourd'hui un peu plus de 200 000 salariés sur les 370 000 du secteur bancaire.

Avec 1 agence pour 1 720 habitants, la France est l'un des pays européens ayant le maillage bancaire le plus dense. Toujours selon l'étude de Citi, dans les pays scandinaves ainsi qu'aux Pays-Bas, le nombre d'agences bancaires par habitant est trois fois moins important qu'en Espagne et en Italie et deux fois moins qu'en France. Même si les chiffres sont rares, près de 2000 agences auraient totalement ou partiellement été fermées ces dernières années.



Sources : les Echos

D'ici à 2020, LCL envisagerait de fermer près de 250 agences. À la Société Générale, les syndicats ont évoqué la possibilité de la fermeture d'une agence sur cinq toujours à l'horizon 2020. Se référant à l'étude de Citi, ces plans sont modestes. En retenant l'idée que la moitié du parc d'agences serait en jeu, c'est près de 100 000 emplois qu'il faudrait modifier ou supprimer.

Les banques face aux défis du numérique

Que le client ait décidé de remplacer sa visite en agence par l'ouverture d'une application sur sa tablette ou sur son Smartphone est une chose. Qu'il décide de se

passer de sa banque pour réaliser des opérations financières en est une autre. Certes, aujourd'hui, il est possible d'emprunter de l'argent via des plateformes collaboratives, de souscrire des contrats d'assurance et d'accéder à des applications sophistiquées (robot adviser, agrégateurs). Ce développement des activités financières via des plateformes ou via des fintechs indépendantes pose cependant deux questions.

La première est liée au fait que les clients endossent une part majeure du risque en passant par ce type d'outils. En outre, même si les applications se veulent simples, elles exigent un minimum de temps et de compétences.

La seconde question est liée au risque de fragmentation du marché. Les « bons clients » des banques pourraient alors être tentés de trouver de meilleures conditions en dehors des circuits traditionnels. Les banques seraient condamnées à ne conserver que les « mauvais clients » qui chasseraient « les bons » du fait des surcoûts qu'ils provoqueront.

La révolution digitale modifiera dans les prochaines années les moyens de paiement. La carte bleue qui s'est imposée lentement face aux chèques, aux pièces et aux billets, connaît un nouveau concurrent avec le paiement par NFC (**Near Field Communication**) comme avec Apple pay par exemple). La Blockchain pourrait à terme changer le système de paiement en repensant complètement le concept de garantie. En effet, le système ne reposerait plus sur la centralisation autour de quelques structures bancaires mais sur une multiplication des tiers de confiance. Le développement des paiements en ligne comme Paypal affaiblit également les relations des banques avec les particuliers. Les frontières entre opérateurs téléphoniques et banquiers s'estompent avec le rachat de Groupama par Orange.

Du fait du caractère hautement capitalistique et technique du secteur bancaire, les acteurs traditionnels pensent pouvoir être les maîtres de la digitalisation. Ils s'appuient sur la demande de confiance de la part des clients.

La banque de détail, véritable poids lourd du secteur, a l'impérieuse nécessité de se transformer (au regard des trois piliers cités précédemment). Avec, d'une part, des services proposés, en étant plus proche du conseil en finance que de la simple signature de contrat et grâce, d'autre part, à une relation personnalisée et sans rupture avec le client (l'Omnicanal étant au cœur de cette approche). Les agences bancaires qui s'étaient transformées en coffre-fort avec d'imposants sas à l'entrée redeviennent des lieux de convivialité. Elles se transforment en des espaces de conseils. Sur ce terrain-là, elles doivent affronter la concurrence des agents d'assurance, des réseaux salariés d'assurance, des courtiers et des conseillers en gestion en patrimoine.

Face à ce défi digital, l'ardente obligation de la formation s'impose pour les collaborateurs qui doivent perdre leur image du commercial ou du banquier qui dit non à celle d'un conseiller financier. Cette montée en gamme des activités de détail n'est pas aisée à conduire. Il faut évidemment que les conseillers disposent des outils bureautiques innovants et en maîtrisent l'usage. Compte tenu de la mise à disposition

d'outils numériques de plus en plus poussés, ils doivent être de véritables conseillers en outils numériques.

La recherche publique à la croisée des chemins

Afin de réduire leur déficit et le poids de leur dette publique, les États ont eu tendance à réduire les dépenses en Recherche et Développement (R&D). Certes, en contrepartie, les pouvoirs publics ont privilégié les incitations fiscales en faveur de la recherche et développement privé. Au sein de l'OCDE, la recherche publique pèse moins de 2 % du PIB. Parmi les grands pays, c'est en France où la baisse est la plus importante, plus de 0,7 point de 2000 à 2015. Il est à souligner que, ces dernières années, le Japon et l'Allemagne ont accru leur effort en matière de recherche publique.

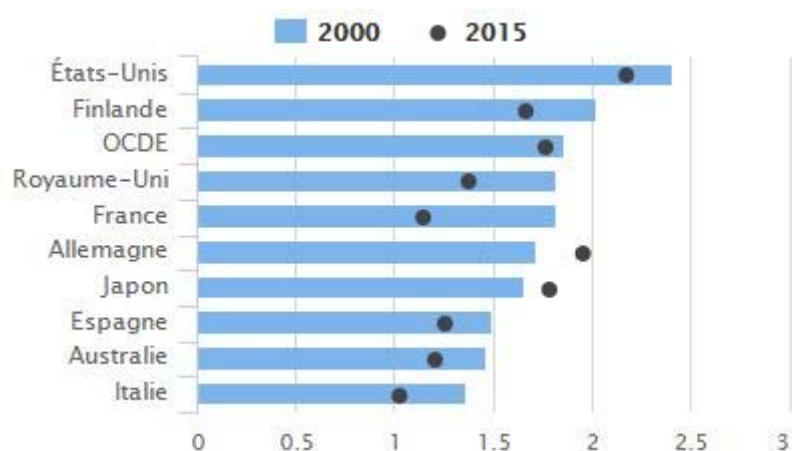
Aujourd'hui, les administrations (centres de recherches publics et universités) des pays émergents—qui réalisent une part croissante des dépenses publiques de recherche. Plus d'un tiers de la recherche mondiale effectuée par le secteur public et les établissements d'enseignement supérieur intervient dans des économies qui n'appartiennent pas à l'OCDE. En 2014, les dépenses publiques de R&D de la Chine représentaient approximativement le double de celles du Japon. L'Inde, la Russie, le Taipei chinois, l'Iran et l'Argentine possèdent des systèmes scientifiques publics parmi les plus importants au monde.

Au sein de l'OCDE, la recherche fondamentale reste essentiellement publique. Alors qu'ils comptent pour moins de 30 % du total de la R&D dans la zone OCDE, les universités et les établissements publics de recherche assurent, en effet, les trois-quarts des travaux de recherche fondamentale. L'OCDE souligne que la recherche fondamentale reste incontournable pour la diffusion des innovations au sein des économies. L'intelligence artificielle et la médecine personnalisée sont ainsi deux exemples d'innovations nées des avancées de la science et de la technologie rendues possibles par la recherche publique.

Cinq pays – États-Unis, Chine, Japon, Allemagne et Inde – représentaient 59 % de la R&D publique mondiale en 2014, et 25 plus de 90 % du total. Cette prépondérance d'un petit nombre de pays s'explique en partie par leur taille. Les pays appelés à connaître une expansion rapide de leur population et de leur PIB, en Afrique par exemple, ont de bonnes chances de devenir des acteurs importants de la recherche.

Les États concentrent leurs efforts en matière publique sur quelques secteurs qui peuvent différer en fonction des pays. Ainsi, aux États-Unis, les dépenses publiques en faveur de la recherche sont à 24 % réalisées dans la santé contre 22 % au Royaume-Uni et 17 % au Canada. Le secteur de l'énergie concentre 19 % des dépenses publiques de recherche au Mexique, 11 % au Japon et 9 % en Corée du Sud.

Part des dépenses de recherche & Développement par rapport à l'ensemble des dépenses publiques



Les organismes non institutionnels jouent un rôle croissant dans la recherche

Organismes de bienfaisance, fondations et philanthropes apportent une contribution toujours plus importante au financement de la recherche universitaire depuis quelques années, tout particulièrement dans le domaine de la santé où ils financent souvent l'étude des maladies rares ou tropicales. La Fondation de Bill et Melinda Gates constitue un bon exemple. Elle dispose d'un actif de plus de 43 milliards de dollars. Ses dépenses ont été de presque 4 milliards de dollars en 2014. Elle emploie plus de 1200 salariés.

La France demeure un pays majeur en matière de recherche mais...

L'effort public et privé de recherche était en 2014 de 2,24 % du PIB. Du fait d'une croissance inférieure à celle du PIB, le poids de la recherche a, ces dernières années, diminué. La France occupe néanmoins toujours la cinquième position parmi les pays les plus importants de l'OCDE, derrière la Corée du Sud (4,29 %), le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. Pour tous ces pays, l'effort de recherche est, en revanche, en hausse qu'il soit d'origine publique ou privée.

La France devance toujours le Royaume-Uni malgré une hausse de l'effort de recherche de celui-ci, ainsi que l'Italie, le Canada, l'Australie et l'Espagne. La Finlande, la Suède et le Danemark restent les pays qui consacrent la plus grande part de leur PIB à la R&D en Europe.

Avec 9,4 chercheurs et ingénieurs de R&D pour mille actifs en 2014, la France se place toujours derrière la Corée du Sud (13,0 ‰) et le Japon (10,4 ‰). Elle devance en revanche l'Allemagne (8,4 ‰), le Royaume-Uni (8,4 ‰) et les États-Unis (8,3 ‰ en 2013). La Finlande, le Danemark et la Suède, pays moins peuplés de l'Union

Européenne, se distinguent avec respectivement 14,2 %, 13,9 % et 12,9 % chercheurs et ingénieurs de R&D.

L'Europe aurait tout intérêt à accroître son effort de recherche en mettant en place des programmes communautaires. Cela permettrait une relance budgétaire comme le préconisent le FMI et l'OCDE et d'accroître à terme le niveau de la croissance potentielle.

LE COIN DES TENDANCES

Le digital est-il l'ennemi de l'emploi ?

Sur les effets du digital, d'un côté, il y a ceux qui considèrent que c'est une nouvelle terre promise avec à la clef de la croissance ; de l'autre côté, il y a ceux qui considèrent que le numérique aboutit à une paupérisation croissante de la population active, une petite minorité améliorant leur situation au détriment du plus grand nombre qui doit se contenter d'emplois sous-qualifiés.

Est-ce que la prophétie d'Edward Glaeser (économiste américain enseignant à l'université d'Harvard) se réalise ? « Tout se passe comme si un petit nombre de gens très bien payés travaillent à rendre gratuit des biens consommés par des pauvres »

Plusieurs études parues ces dernières années ne nous permettent guère de nous faire un jugement. Les résultats et les conclusions sont assez divergents. Ainsi, l'OCDE souligne que 80 % des emplois en 2030 auront une composante digitale et annonce une transformation radicale du monde du travail. Mais, dans les faits, il n'y a rien d'anormal. Aujourd'hui, entre les machines à commandes numériques, les ordinateurs de bureau, les smartphones et les tablettes, la quasi-totalité des emplois intègrent une composante numérique. Même le secteur agricole requiert de plus en plus un savoir digital, aussi bien pour la production avec entre autre le recours à des sondes connectés que pour la vente qui se fait à distance. Une étude de l'Université d'Oxford indique que 47 % des emplois actuels pourraient disparaître dans les vingt prochaines années. Depuis le début de la première révolution industrielle, de nombreux emplois ont disparu et des nouveaux les ont remplacés. Selon le Forum Economique Mondial, d'ici à 2020, 7,1 millions d'emplois pourraient être détruits quand seulement 2 millions pourraient être créés. Cette prévision ne repose sur aucune donnée statistique. Il en est de même pour l'étude menée par le cabinet Roland Berger qui souligne qu'en France, à terme, 42 % des emplois sont menacés. Plus récemment, le Conseil d'Orientation pour l'Emploi (COE) s'est voulu plus rassurant. Pour cet organisme, placé sous l'autorité du Premier ministre, moins de 10 % des emplois seraient en France directement menacés. L'OCDE considère que ce nombre pourrait être de 20 %.

Les métiers les plus concernés sont ceux qui pourraient faire l'objet d'automatisation à plus ou moins courte échéance. Selon le COE, figurent parmi les emplois menacés

les postes d'agents d'entretien (320.215), les postes d'ouvriers qualifiés des industries de process (95.545) ou encore les ouvriers non qualifiés de la manutention (86.000). Le COE souligne par ailleurs que la moitié des emplois pourrait voir leur contenu transformé sous l'effet de la robotisation et de la numérisation.

Contrairement à certaines idées reçues, il n'y a pas une disparition du nombre d'emplois provoqués par le digital ou la robotisation. Il y a une évolution des emplois proposés comme cela a été le cas lors des précédentes révolutions industrielles. En supprimant certes de nombreux emplois, le développement du machinisme agricole a libéré une force de travail qui a été utilisée par l'industrie puis par les services. Pour un fermier ou un ouvrier agricole du début du XIX^e siècle, cette évolution était tout aussi terrifiante, voire plus, que celle que nous connaissons aujourd'hui. De même le mineur ou l'ouvrier sidérurgiste des années 1890 n'aurait pas imaginé que plus des trois quarts de la population active seraient employés en 2016 dans le secteur des services.

Les nouvelles technologies sont accusées de détruire de nombreux emplois. Selon un article d'Enrico Moretti « Local Multipliers » cité par Pierre Cahuc dans son dernier ouvrage « le Négationnisme économique », il a été démontré qu'aux États-Unis, la création d'un emploi qualifié génère 2,5 nouveaux emplois. Chaque jour, de nouveaux métiers apparaissent. Ainsi, la plateforme LinkedIn a répertorié dix nouveaux métiers qui ont émergé ces cinq dernières années : analystes de données, développeur IOS, développer Android, Social Media Intern, Big Data Architect, etc. Les pays les plus en pointe en matière de digital, ceux d'Europe du Nord et les États-Unis, connaissent un taux de chômage inférieur aux États qui sont en retard comme la France ou l'Italie.

Le travail indépendant, voulu ou subi ?

EY publie les résultats de son étude sur la « Gig Economy », ou « économie des petits boulots ». Cette étude s'appuie sur 2 sondages menés auprès de 214 organisations et plus de 1 000 travailleurs indépendants pour examiner les tendances principales de cette dynamique aux États-Unis.

Selon cette étude, le recours aux travailleurs indépendants dans les grandes entreprises a augmenté de 49 % aux États-Unis, au cours des 5 dernières années. 40 % des organisations interrogées comptent avoir davantage recours à ce type de travailleurs dans les 5 années à venir.

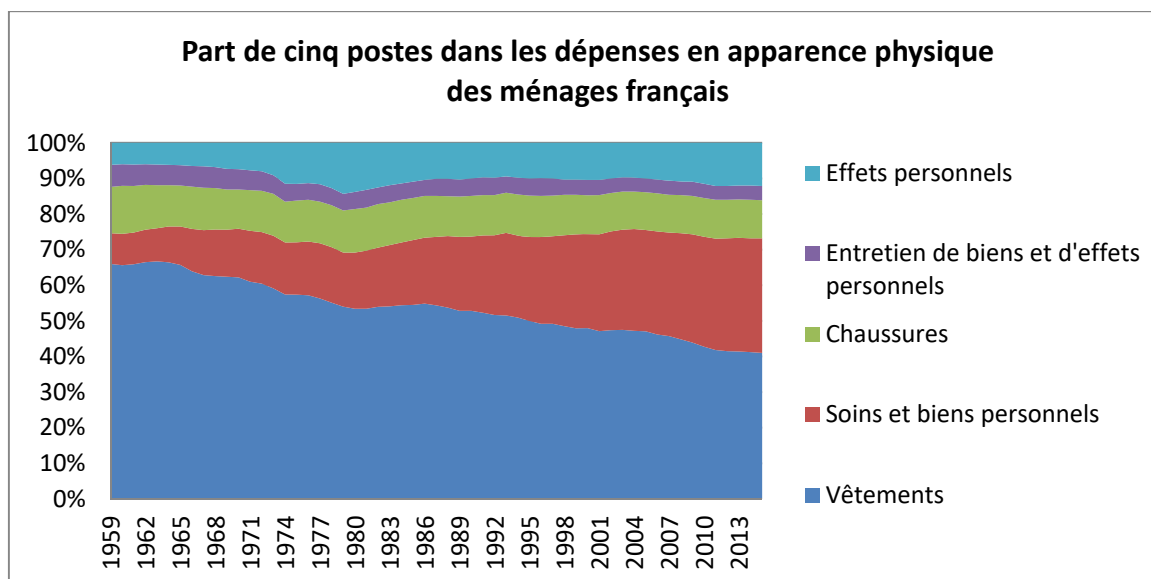
Les employeurs mettent en avant deux avantages. Premièrement, pour 56 % d'entre eux, le recours à des indépendants est rendu nécessaire par le fait qu'ils sont à la recherche d'une expertise spécifique non possédée par les salariés. Deuxièmement, ce recours obéit à un objectif de maîtrise et de réduction des coûts (55 % d'entre eux).

Les travailleurs indépendants choisissent ce statut volontairement à 75 %. Dans seulement 20 % des cas, cette situation est indépendante de leur volonté. 6 % pensent que les avantages du travail indépendants sont généralement supérieurs aux

inconvenients. 80 % des sondés apprécient notamment la flexibilité offerte par cette condition. En revanche, pour 68 % des travailleurs indépendants, l'accès à une couverture médicale et le droit à la retraite restent une préoccupation majeure, de même que le recours aux congés payés ou maladie.

LE COIN DES GRAPHIQUES

Quand le bien-être l'emporte



En 2015, les ménages ont consacré 7,3 % de leur budget à leur apparence physique, soit 3 000 euros par ménage.

La part de ces dépenses dans le budget des ménages a diminué de moitié depuis 1960. En effet, celle du budget allouée aux vêtements, premier poste de dépenses en « apparence physique », a été fortement réduite : l'essor concomitant des importations et des chaînes de prêt-à-porter a limité fortement l'évolution des prix. À l'inverse, la part du budget consacrée aux soins et biens personnels (coiffure, rasoirs, parfums et produits de beauté, etc.) a crû constamment depuis 1960, portée par le développement de l'offre de biens. Enfin, les dépenses en effets personnels (bijoux, sacs, lunettes...) ont progressé au même rythme que la consommation des ménages. Comparés à leurs voisins européens, les Français consacrent une part plus faible de leur budget à l'apparence physique, loin derrière les Italiens ou les Britanniques.

LE COIN DE L'AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 15 janvier

Au **Japon**, il faudra suivre **les commandes de biens d'équipement** du mois de novembre.

Lundi 16 janvier

Au **Royaume-Uni**, il faudra regarder **l'indice des prix des maisons**

Au **Japon**, sera communiqué **l'indice de l'industrie tertiaire** du mois de novembre.

En **Italie**, sera rendu public **l'indice des prix à la consommation** du mois de décembre.

Pour **la zone euro et l'ensemble de l'Union européenne**, sera publié **le résultat de la balance commerciale** du mois de novembre.

Marchés fermés aux États-Unis (Martin Luther King Day)

Mardi 17 janvier

Forum économique mondial de Davos (jusqu'au 20 janvier)

En **Chine**, seront publiés **les premiers résultats du PIB du 4^e trimestre**. Il faudra également suivre **la production industrielle, les ventes de détail et l'investissement en zones urbaines** pour le mois de décembre.

Au **Royaume-Uni**, sera communiqué **l'indice des prix** de décembre

En **Allemagne**, sera diffusé **l'indice ZEW du sentiment des investisseurs** de janvier

En **France**, il faudra suivre la publication de **l'exécution budgétaire** de novembre.

Pour **l'Union européenne**, sera communiqué **le nombre d'immatriculations de véhicules** pour l'année 2016.

Au **Japon**, il faudra suivre **la production industrielle** du mois de novembre ainsi que **le taux d'utilisation des capacités de production**.

Aux **États-Unis**, seront communiqués **l'indice de la Fed de New-York, l'Indice manufacturier « Empire State » l'indice Redbook et l'indice NAHD du marché immobilier** pour le mois de janvier.

Mercredi 18 janvier

Pour **l'Allemagne** et pour **la zone euro**, sera publié **l'indice des prix à la consommation** du mois de décembre.

Au **Royaume-Uni**, sera communiqué **le taux de chômage au sens du BIT** du mois de novembre. Sera également publié **le montant des salaires moyens** pour le mois de novembre. Enfin, il faudra suivre **le taux de chômage** de décembre.

Pour **la zone euro**, sera diffusé **le taux d'inflation** du mois de décembre. Sur douze mois, le taux pourrait être de 1,1 %. En décembre, l'indice des prix aurait progressé de 0,5 % contre -0,1 % en octobre.

Aux **États-Unis**, il faudra regarder **le taux d'inflation** du mois de décembre. Les prix auraient pu augmenter de 0,3 % contre 0,2 % en octobre. Seront également communiqués **le taux d'utilisation des capacités de production et la production industrielle** de décembre. La production industrielle serait en hausse de 0,4 % ce qui effacerait le recul de novembre. Le taux d'utilisation des capacités de production passerait de 75 à 75,3 %.

Toujours **aux États-Unis**, Il faudra, par ailleurs, suivre **la conférence de presse de la FED** à quelques jours de l'investiture de Donald Trump. **Le Livre Beige de la FED** sera diffusé. Enfin, il faudra suivre les **stocks de pétrole brut hebdomadaires API**.

Jeudi 19 janvier

Au **Japon**, il faudra regarder **les commandes de machines-outils** de décembre.

Pour la zone euro, le résultat de **balance des comptes courants** sera diffusé.

La **BCE** se réunit, **la fixation des taux** figure à l'ordre du jour. **Une conférence de presse** est prévue.

Aux États-Unis, il faudra regarder les **permis de construire et les mises en chantier** pour le mois de décembre. Une légère hausse est attendue. Il faudra suivre **l'enquête de la FED de Philadelphie pour le secteur manufacturier et les variations des stocks de gaz ainsi que de pétrole** fournies par **l'Agence Internationale de l'Énergie**.

Vendredi 20 janvier

En **Allemagne**, sera communiqué **l'indice des prix à la production** de décembre.

En **Italie**, il faudra regarder **la balance commerciale** de novembre.

Au **Royaume-Uni**, sera communiqué **le résultat des ventes de détail** de décembre.

Pour **la zone euro**, il faudra suivre **l'indice sur la confiance des consommateurs** du mois de janvier.

Est attendue **l'investiture officielle de Donald Trump** en tant que 45^{ème} Président des États-Unis.

LE COIN DES STATISTIQUES

	France	Allema- gne	Italie	Espagne	Zone euro	Roy-Uni
PIB en Milliards d'euros 2015	2 226	3 139	1 670	1 118	10 740	2 317
Croissance PIB sept. 2016 en %	1,0	1,7	1,0	3,2	1,7	2,2
Inflation nov. 2016 en %	0,7	0,7	0,1	0,5	1,1	1,2
Taux de chômage Oct.2016 en %	9,7	4,1	11,6	19,2	9,8	4,7
Solde public en % du PIB 2016	-3,3	+0,6	-2,4	-4,6	-1,8	-5,1
Dettes publique en % du PIB 2016	96,4	68,1	133,0	99,5	91,6	89,2
Balance des paiements courants en % du PIB Oct. 2016	-1,3	8,6	2,7	1,9	3,2	-5,1

Sources : Eurostat – Insee

La Lettre Économique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorello.fr

Pour tout contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorello.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorello.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 1000 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 500 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC